

Paris, le 9 novembre 2018

TUNISIE.

VICTOIRE D'UN SYNDICALISME MOBILISÉ

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) appelait à une grève le 24 octobre dans le secteur public (les entreprises publiques). Elle revendiquait une « majoration des salaires », afin de remédier à la « détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs », et dénonçait le programme de réforme des entreprises publiques, y compris des privatisations totales ou partielles. Trois jours auparavant, le 21 octobre, un accord a été trouvé avec le gouvernement : une augmentation salariale et l'engagement à ne pas baisser la participation de l'État dans le capital des entreprises du secteur public. En contrepartie, l'appel à la grève a été levé.

Le même 21 octobre, l'UGTT déposa un préavis de grève dans la fonction publique (enseignement, santé, administration de l'État...), pour le 22 novembre. Objectif, contrer une exigence du FMI : « ne pas accorder de nouvelles augmentations salariales »¹.

Le SNESUP-FSU exprime toute sa solidarité avec l'UGTT, dont il rappelle le rôle majeur joué dans la révolution de 2011 puis l'instauration de la démocratie tunisienne. Il dénonce la responsabilité du FMI et des puissances occidentales dans les politiques tunisiennes de détérioration et de privatisation du secteur public et de dégradation des salaires des fonctionnaires et des agent.e.s, et plus généralement dans la situation sociale tunisienne. La Tunisie a besoin du soutien et de la solidarité des institutions internationales et des pays les plus riches, et non pas de mesures qui aggravent une crise sociale. ■

¹ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2018/07/09/pr18279-tunisia-imf-executive-board-completes-third-review-under-eff>

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)